



Déclaration liminaire FSU Mayotte au CSA du 9 décembre 2024

M. le Recteur,

Pour votre projet académique 2023-2027, vous avez choisi deux acronymes : "safe" et "respect". Sûrs, les établissements de l'académie ne le sont pas, et ils le sont de moins en moins. A Kahani, par exemple, les évènements graves se multiplient, les collègues ont peur de se rendre au travail, et nous les comprenons puisque lors de la dernière intrusion en date, les forces de l'ordre auraient reçu l'ordre de ne pas porter assistance aux collègues en danger ! La réaction du Rectorat ne semble pas à la hauteur, et au lieu de prendre le problème à bras le corps, vous préférez attaquer les messagers, comme en témoignent les retraits de salaires illégaux infligés aux AED du lycée de Tsararano qui avaient exercé leur droit de retrait ! Une telle réaction n'est ni juste ni de nature à restaurer la confiance. Par ailleurs, s'agissant du premier degré, les procédures ne sont pas respectées.

Quant au respect, ce mot semble bien creux alors que l'Etat ne respecte pas sa propre parole depuis des années. En effet, nous sommes toujours en attente de l'application de la clause de revoyure sur l'indexation depuis 2016 ! De plus, l'Etat a changé les conditions d'application du dispositif des 1000 points sans prévenir, alors que des collègues sont engagés dans un parcours de formation depuis plusieurs années. Ajouté aux barres de sortie dans le premier degré qui annulent le dispositif des 800 points, cela rogne encore sur une mesure déjà largement insuffisante au regard de l'enjeu de restauration de l'attractivité. Le manque de respect est également ressenti au quotidien par les agents à travers les nombreuses anomalies de paie.

L'attractivité, enjeu vital pour notre académie, devrait être la préoccupation principale de vos services. Cependant, alors que vous êtes en fonction depuis 2 ans, et bientôt à mi-chemin de votre projet académique, force est de constater que rien de tangible n'a été fait pour la favoriser, et elle s'est donc encore sensiblement dégradée.

Mayotte n'a pas besoin d'innovation, d'inventer de nouveaux dispositifs dont on ne sait pas mesurer l'efficacité. L'académie ne fonctionne déjà pas correctement, et l'expérimentation permanente ne fait que renforcer sa

désorganisation. Nous demandons au contraire que les mesures déjà utilisées ailleurs, et qui ont montré leur efficacité soient mise en place en premier lieu et immédiatement (indexation, ASA, REP+, déconjugalisation, ...).

La période de mutation a révélé que la politique de la ville est appliquée dans bon nombre des villages de Mayotte classés QPV (quartiers prioritaires de la ville) ainsi d'ailleurs que les contrats locaux d'accompagnement mais aussi les cités éducatives.

La FSU s'interroge sur la pertinence de cet énième label, qui ajoute une strate au mille-feuilles des classements (Politique de la Ville, prévention violence etc.). Il ne faudrait pas que ces « cités éducatives » ou autres CLA deviennent des lieux de déréglementation effrénée ni qu'elles renforcent le risque d'ingérence des élu-es locales dans les projets pédagogiques des équipes.

La FSU s'oppose à la dilution de la politique d'éducation prioritaire dans des **cités éducatives sous l'autorité des collectivités territoriales.**

En résumé ces dispositifs comme celui des CLA ne devront donc pas se substituer à l'éducation prioritaire mais devraient ouvrir le droit à l'avantage spécifique d'ancienneté apportant ainsi un élément supplémentaire d'attractivité et de stabilisation non négligeable.

Mayotte n'a pas besoin d'une surenchère d'innovations ou de dispositifs expérimentaux aux effets incertains que l'on ne peut jamais mesurer à part par le degré de désorganisation engendré.

Mais nous souhaitons évidemment mener des réflexions sur la manière d'améliorer davantage l'attractivité, mais cela doit se faire en parallèle et non se substituer aux dispositifs déjà existants. Nous avons déjà perdu assez de temps, nous ne pouvons pas laisser la situation se dégrader davantage !